

Elevage et dynamique de la pauvreté : L'approche micro-économique

Guillaume DUTEURTRE¹, Bernard FAYE², Céline DUTILLY-DIANE³,
Véronique ALARY⁴

Introduction

La science économique aurait dû réserver aux animaux domestiques une place particulière. Ils sont au centre des dynamiques d'enrichissement et d'appauvrissement du monde rural. Car derrière la vache au pâturage, le cochon couché dans la boue ou les poules picorant les restes ménagers, se cache un précieux capital productif sur lequel s'est construite la longue histoire du développement rural. Reconnue comme telle depuis longtemps en Europe et dans les autres pays industrialisés, la place de l'élevage apparaît aujourd'hui de plus en plus cruciale dans les pays du Sud (Delgado *et al.*, 1999 ; Faye, 2001, ILRI, 2002).

L'importance de l'animal dans le bien-être des paysans repose sur la richesse procurée par les revenus de l'élevage. De la « vache à lait », symbolisant l'argent facile, à la « poule aux œufs d'or » en passant par « l'argent du beurre »... Tout est dit dans le langage populaire et dans les proverbes pour exprimer ce lien direct entre cheptel et abondance matérielle. « Pas lait, pas de mil » insiste le proverbe peul (Vatin, 1996).

Mais plus qu'un produit, les animaux sont aussi un objet par lequel se fait l'accumulation : capital productif, mais aussi forme d'épargne, l'élevage est au centre de la dynamique d'enrichissement des ménages. « Adieu, veaux, vaches, cochons », s'exclame Lafontaine lorsque Pérette laisse tomber son lait sur le chemin du marché.

De part cette dualité de l'animal (capital et produit), l'élevage est donc un symbole de richesse. Les produits animaux sont d'ailleurs intimement associés aux fêtes aussi bien dans la culture occidentale que dans les traditions africaines. Dans tout le Sahel, on offre du lait au visiteur et l'on abat une chèvre ou un mouton pour accueillir l'étranger. En Afrique des savanes, si l'on ne dispose pas de petit ruminant, c'est la poule qui peut faire l'objet du cérémonial.

Partant de là, il apparaît bien hasardeux d'associer le terme « élevage » à celui de « pauvreté ». Pourtant, en raison notamment de leur fragilité, les animaux sont au centre des mécanismes d'appauvrissement des paysans. Comme le souligne Faye (2001, p. 233) « *l'élevage des animaux domestiques dans les pays en développement demeure comme toute*

¹CIRAD-EMVT, détaché au Ministère des Affaires Etrangères, affecté à l'ISRA-BAME (Bureau d'Analyse Micro-économique de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles), BP 3120, Dakar, Sénégal (duteurtre@cirad.fr)

²CIRAD-EMVT, chef du programme productions Animales, TA 30 A, 34 398 Montpellier cedex 5 (faye@cirad.fr)

³ICARDA, Alep, Syrie (dutilly@cirad.fr)

⁴CIRAD-EMVT, ICARDA, Tunisie (alary@cirad.fr)

activité agricole une activité à risque ». Alors surviennent les années de « vaches maigres », les épisodes de sécheresse ou les catastrophes sanitaires qui détruisent le capital sur pied des éleveurs. Il arrive alors que des images d'animaux domestiques s'érigent en symbole de la misère et du dénuement comme ce fut le cas lors des grandes sécheresses de 1974 et de 1985.

Partant de cette ambivalence entre richesse et pauvreté, le présent document a pour objectif de discuter des spécificités de l'élevage vis-à-vis des stratégies de lutte contre la pauvreté. Ces stratégies sont au centre des politiques de développement dans les pays du Sud depuis la prise de conscience par les bailleurs de fonds et les administrations locales des échecs des politiques d'ajustement structurels dans le domaine social (Corten, 1998 ; Cling *et al.*, 2002).

Notre démarche sera ciblée sur la mobilisation des outils micro et meso-économiques tels qu'ils tendent à s'imposer actuellement dans les travaux menées par les économistes agricoles sur la pauvreté rurale (IAAE, 2003).

L'approche micro-économique de la pauvreté : Croissance et effets de seuil

Si la micro-économie ne rejette pas la complexité du concept de pauvreté, elle l'analyse uniquement dans sa dimension monétaire. Comme le dit Barrett (2003), « *We economists tend to use income or expenditure flows as a proxy for welfare, and thus to use inherent poverty lines to define who is and is not poor. This approach is appropriately contested within the social sciences (...) but for the sake of simplicity, here I accept income as our discipline's dominant welfare measure and move on* ». Notre propos est de montrer en quoi cette approche peut être utile dans la compréhension de la dynamique de la pauvreté.

Capital et productivité

Partant de l'approche standard, et si l'on passe sur la prise en compte des erreurs de mesure, la micro-économie postule que le revenu (et dont le bien-être) est fonction du capital productif, de l'efficacité de l'utilisation de ce capital (ou productivité du capital), et des revenus exogènes. On écrit :

$$Y = A R + \varepsilon^T + \varepsilon^M$$

Y = Revenu

A = Capital productif ou actifs productifs (*Assets*)

R = Taux de retour (*Rates of return*) sur les actifs (ou productivité du capital)

ε^T = Revenus transitoires exogènes indépendant de la productivité du capital (loterie, dons...)

ε^M = Erreurs de mesure du chercheur

La place centrale donnée au produit A.R dans l'analyse du revenu et du bien être permet de comprendre l'un des débats centraux sur la pauvreté qui concerne l'importance relative donnée d'un côté à la quantité d'actifs détenus, et de l'autre à la productivité de ces actifs. D'après Barrett, les politiques de lutte contre la pauvreté se sont pendant longtemps concentrées sur l'amélioration du capital productif (*changing Y through dA*), et ceci par des réformes foncières ou des transferts de terres en direction des pauvres, par des programmes d'éducation et de santé pour renforcer le capital humain des plus pauvres, etc. Cependant, depuis 15 ans, les politiques de lutte contre la pauvreté se sont de plus en plus intéressées à l'amélioration de la productivité des actifs (*emphasizing dr*) pour améliorer la production.

Dans le secteur de l'élevage, les politiques du premier type ont concerné des programmes de reconstitution du cheptel après les sécheresses, les programmes de promotion du petit élevage chez les ménages ruraux, et surtout les programmes de lutte sanitaire destinés à sécuriser le capital-cheptel. Cependant, il faut bien reconnaître que c'est l'amélioration de la productivité du cheptel qui a plus récemment bénéficié de l'attention des programmes de développement : introduction de cultures fourragères, utilisation de compléments pour l'alimentation, amélioration génétique des animaux de boucherie ou des animaux laitiers, intégration agriculture-élevage, etc. D'ailleurs, si l'on considère les animaux en tant que produit commercialisable (et non plus en tant que capital productif), on peut considérer que la lutte sanitaire constitue aussi un moyen d'augmenter l'efficacité du capital.

Pour les micro-économistes de la pauvreté, le travail consiste à repérer les dynamiques par lesquels le revenu peut être amélioré. Dans cette entreprise, un certain nombre d'acquis méritent d'être présentés.

Pauvreté transitoire, pauvreté chronique

En premier lieu, les économistes différencient la pauvreté « chronique » de la pauvreté « transitoire ». Cette différence semble importante dans la mesure où elle renvoie à différents types de mesures de lutte contre la pauvreté : les « Filets de sécurité » (traduction de *safety nets*) et les « Filets d'élévation » (traduction de *cargo nets*).

Pour Barrett la plupart des pauvres le sont de manière transitoire (ou temporaire ou stochastique) : « *Recent research has underscored that much poverty is transitory in nature* ». En d'autres termes, pour ces populations, le niveau d'actifs détenus et l'efficacité productive de l'exploitation est suffisante pour qu'ils parviennent à améliorer leur revenu à court terme et de manière durable. D'après Barrett, pour ceux-là, les interventions publiques ne sont pas forcément nécessaires et peuvent même être à l'extrême indésirables.

A l'inverse, la pauvreté chronique (ou persistante ou structurelle) caractérise des situations de pauvreté qui nécessitent des interventions extérieures pour sortir de la pauvreté. « *chronically poor (...) can not climb out of poverty on their own without external assistance* ». Ce type d'assistance peut-être soit direct (transferts) soit sous la forme de réformes politiques. Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer cette spirale de la pauvreté : les difficultés d'accès aux services de base, l'insuffisance de l'héritage en terme de terre ou de capital, ou l'incapacité à utiliser de manière efficace les actifs possédés.

Les politiques de lutte contre la pauvreté qui visent à empêcher les « non-pauvres » et les « pauvres transitoires » de sortir de la pauvreté sont qualifiés de *filets de sécurité*. Typiquement, il s'agit ici de programmes du type distribution d'aide alimentaire, assurance sur les cultures ou sur l'emploi, assistance aux catastrophes, etc. Les réseaux de solidarité sociaux et les systèmes informels d'assurances mutuelles représentent aussi des filets de sécurité internes aux communautés.

Les Filets d'élévation se réfèrent aux politiques qui visent à sortir les pauvres de la pauvreté chronique (« *to help them climb out of poverty* »). Cette conception a généré des expressions telles que les *chemins de sortie de la pauvreté* (« *pathways out of poverty* ») qui ont servi à la reformulation des objectifs de travail de plusieurs institutions internationales dont l'ILRI (ILRI, 2001). Dans le secteur de l'élevage, on voit assez bien en quoi les politiques de distribution de médicaments représentent des filets de sécurité, tandis que les politiques de

vaccination, de formation ou d'organisation des éleveurs se réfèrent plutôt à des filets d'élévation.

Pour comprendre la dynamique de la pauvreté chronique et des « sorties de pauvreté », les économistes utilisent les concept de trappes de pauvreté (*poverty traps*), et de seuils (*thresholds*) qui peuvent s'avérer relativement pertinents en particulier pour l'analyse du secteur de l'élevage.

Trappes de pauvreté et seuils

Dans la littérature, les explications de l'appauvrissement tournent autour de l'accès au capital, de la productivité du capital, mais aussi de manière croissante autour de l'impact des chocs extérieurs : désastres naturels, guerres, maladies, etc. Ainsi, plusieurs auteurs montrent que dans certaines conditions, les agents se trouvent dans de véritables trappes de pauvreté (*poverty traps*).

Le point central des trappes de pauvreté concerne l'existence de seuils de bien être (*thresholds*) en-deça desquels il est difficile de sortir de la pauvreté. Tandis qu'au dessus d'un certain seuil de revenu, la croissance conduit à un processus d'accumulation, on constate qu'en dessous de ce même niveau de revenu, la productivité est trop faible et conduit à un appauvrissement durable de la famille ou de la communauté. Ainsi, des chocs externes abaissant le revenu en dessous du seuil critique peuvent avoir des effets irréversibles sur le bien être de la famille.

La mise en évidence de tels seuils n'est bien sûr pas facile. Les économistes tendent à mettre en avant la loi d'augmentation des taux de revenu des actifs (*endogeneously increasing rates of return*). En d'autre terme, et pour prendre un exemple dans le secteur de l'élevage, plus un éleveur possède des animaux, plus son troupeau est productif. A l'inverse, en deça d'un certain nombre d'animaux, le revenu du troupeau ne permet pas la reproduction sociale du ménage et l'éleveur se voit contraint de « décapitaliser ». On retrouve cette idée de seuil dans plusieurs communications présentées dans le cadre du présent atelier, et notamment dans celles de Alain Le Masson et Eric Vall.

Des travaux menés sur ce thème en économétrie montrent l'existence d'une courbe en S qui témoigne de cette augmentation des taux de retour des actifs. Dans le cas présenté ci-dessous, tiré d'une publication de Lybbert et al. (2002), et qui concerne le plateau Borana en Ethiopie, les auteurs montrent qu'en dessous du seuil de 15 animaux, la taille du troupeau est fragilisée, et tend à diminuer jusqu'à 1 tête. Pour ces éleveurs en danger, le recours est de diversifier leur activité vers l'agriculture, ce qui peut conduire à une sédentarisation de la famille. Au-dessus de ce seuil de 15 animaux, les mouvements de migration sont beaucoup plus aisés et permettent la scission éventuelle du troupeau et l'exploitation extensive des pâturages (figure 1).

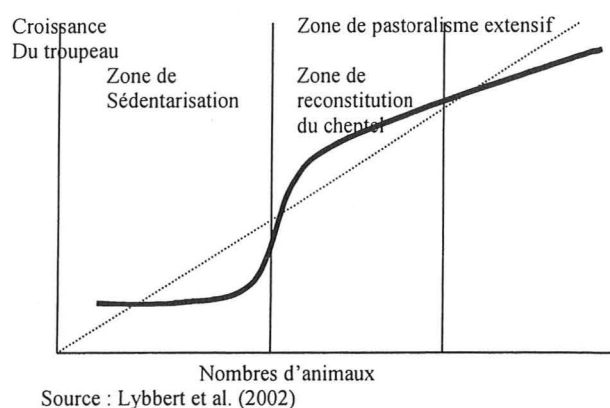


Figure 1 : Illustration des effets de seuil issu d'un modèle non-paramétrique (cas d'éleveurs en Ethiopie du Sud)

La question principale consiste alors à identifier les seuils à partir desquels la dynamique de bien-être bifurque. Evidemment, les approches quantitatives ne sont pas les seules à apporter des éléments à ces recherches, et les économistes insistent sur l'intérêt d'approches plus qualitatives : « *Precisely because there should be few observations in the vicinity of unstable dynamic equilibria, the task of identifying thresholds can often defy statistical methods based on observational data. Yet the poor can often identify in open-ended conversations what it takes to be able to shift to a different production technology, a different livelihood strategy, or to migrate to a place offering brighter prospects* » (Barrett, 2003).

Dans le même ordre d'idée, les effets de seuil peuvent être mis en évidence par les trajectoires *divergentes* qui résultent de la dynamique de *bifurcation* du bien être. Les distributions bimodales, qui montrent l'existence de « clusters » autour de plusieurs niveaux de bien être, sont des indices de l'existence d'effets de seuil qui conduisent certains à s'élever vers un équilibre de bien être relativement stable, tandis que d'autres sont maintenus à un bas niveau d'équilibre (figure 2).

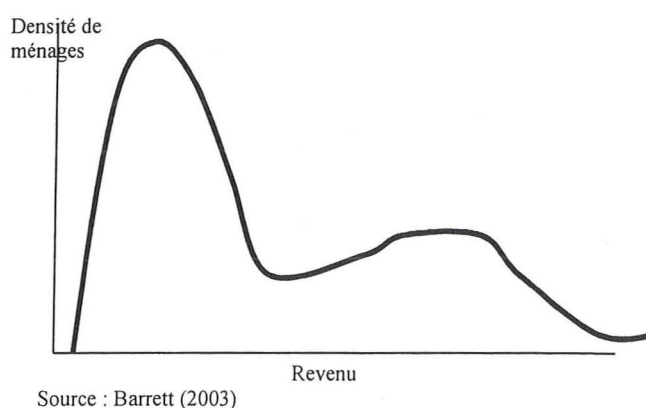


Figure 2 : Illustration des effets de seuil par la répartition bimodale d'une population

A l'inverse, des répartitions unimodales peuvent au contraire souligner l'existence de trappes de pauvreté géographique, où peu de *chemins de sorties* existent, pour des raisons agro-écologiques, d'accès au marché, ou d'instabilité politique (ou de leur combinaison) (figure 3).

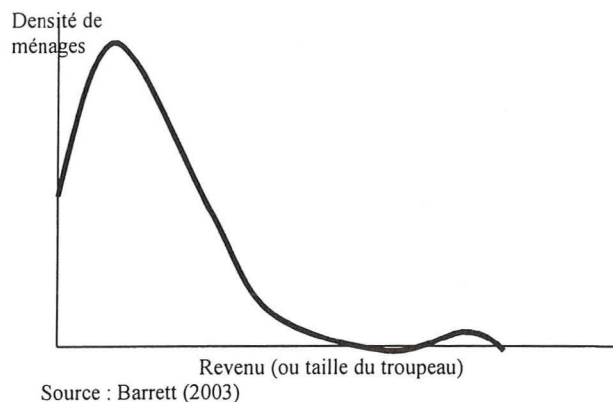


Figure 3 : Répartition unimodale montrant un effet de trappe géographique

Les chemins de sortie de pauvreté

Ces travaux permettent de souligner l'importance des programmes de développement ciblés sur l'accès au capital dans les populations pauvres. Pour certains auteurs, toujours selon Barrett (2003), les chemins de sortie de la pauvreté peuvent passer par l'intensification des techniques, la commercialisation, la migration vers les zones urbaines, ou encore le recours à des revenus non-agricoles⁵. Pour Barrett, cependant, l'élément clé se situe dans la dynamique d'accumulation permettant de sortir des trappes de pauvreté.

Pour cela, deux éléments apparaissent essentiels : les revenus croissants (et les économies d'échelles) et les défaillances de marchés financiers.

Les réflexions sur les économies d'échelle en agriculture renvoient aux dynamiques d'innovation techniques et à l'efficacité comparée des petites et des grandes exploitations. Ce débat est extrêmement vaste et nous préférons ne pas l'aborder ici. Nous nous contenterons d'évoquer la théorie de l'innovation par paliers (*technology adoption ladder*) qui suppose l'existence de technologies intermédiaires (*intermediate technology*) devant progressivement conduire à des systèmes plus performants en terme d'accumulation.

De même, la littérature sur la micro-finance est extrêmement foisonnante et est impossible à résumer ici. Il convient cependant d'insister sur l'importance cruciale des marchés financiers dans les mécanismes d'accumulation et d'allocation efficace des ressources telles que postulés par la théorie économique.

On voit ici l'importance cruciale des travaux sur l'organisation des producteurs et l'accès aux services pour comprendre les dynamiques de sortie de pauvreté.

Ciblage et lutte contre la pauvreté

Le dernier outil de base proposé par la micro-économie de la pauvreté concerne l'identification des populations pauvres par des indicateurs pertinents, qu'ils soient sociaux ou géographiques. Cette étape, jugée cruciale dans l'appui aux politiques de développement, est

⁵L'importance des revenus non agricoles dans le développement rural semble aujourd'hui justifier d'un intérêt croissant au sein des équipes de la Banque Mondiale qui travaillent sur la pauvreté.

qualifiée de *ciblage* (« *targeting* »). Un grand nombre de travaux sont là aussi disponibles pour discuter des indicateurs pertinents.

D'après Barrett, le ciblage géographique (*mapping poverty*), (utilisé d'ailleurs de manière importante par l'ILRI), est certainement le moyen le moins cher de cibler les populations pauvres, et est particulièrement utile dans les régions où la pauvreté est extrêmement répandue. Dans ces conditions, le ciblage géographique peut être approprié pour des interventions de court terme de type « filets de sécurité », telles que l'aide alimentaire.

Cependant, en raison de la grande variété des situations et des revenus au sein des régions ou des villages, il est nécessaire de travailler sur d'autres indicateurs comme la tenure, la taille du troupeau, le niveau d'éducation ou de santé, etc... Ce travail nécessite d'aller au delà des analyses classiques en terme de genre d'ethnie ou d'âge pour cibler les indicateurs pertinents. Une des méthodes employées consiste à faire de l'auto-ciblage (*self-targeting*), ce qui n'est pas non plus sans poser de problème méthodologique.

Dans le cas de l'élevage africain, on possède tout compte fait très peu d'éléments sur les conditions de vie des ménages. Ceci corrobore la conclusion de Barrett pour qui « *effective policies to combat chronic poverty depend on careful, empirical policy research customized to local conditions* ». Les travaux de diagnostics de systèmes dont certains sont présentés dans le cadre de cet atelier et qui sont une des spécificités de l'approche francophone sont à ce titre extrêmement intéressants.

Quelques pistes de recherche

L'un des grands intérêts de l'économie de la pauvreté est de replacer le débat sur le développement au cœur des préoccupations des chercheurs. Dans le cas de la micro-économie, la prise en compte de la pauvreté a donné lieu à un certain nombre d'outils dont certains se révèlent extrêmement pertinents pour analyser les dynamiques de développement dans le secteur de l'élevage : le concept de seuil nous apparaît central et pourrait donner lieu à des applications ultérieures se situant en prolongement des contributions présentées dans le cadre de cet atelier.

L'application de ces outils permet de reformuler plusieurs enjeux déjà développés dans la littérature (Faye, 2001, Weber, 2002). Ces enjeux s'articulent autour de quatre spécificités de l'élevage : l'élevage en tant que capital sur pied ; l'élevage en tant que source de sécurisation et de diversification des revenus ; l'élevage en tant que source d'intensification des systèmes de production et enfin l'élevage en tant qu'usager du foncier pastoral.

L'élevage est un capital sur pied

Le petit et le gros bétail jouent un rôle fondamental dans l'épargne des ménages et, au delà, constituent un objet de capitalisation et l'aboutissement de la chaîne d'accumulation de richesses dans beaucoup de systèmes agraires. A ce titre, sa protection (lutte sanitaire, alimentation...) doit être comprise comme un mécanisme essentiel de lutte contre la pauvreté. Capital de survie des pasteurs, mais aussi capital circulant utilisé pour le commerce, objet d'investissement, de don ou d'héritage, l'élevage est au centre de l'économie de la pauvreté. Ainsi, il apparaît important de poursuivre les recherches non seulement sur les techniques de

lutte sanitaire, mais aussi (et surtout ?) sur l'efficacité des systèmes de santé (voir les communications de Domenech et Bonnet à ce sujet).

D'un autre côté, l'animal étant à la fois un actif et un produit commercialisable, les activités d'élevage présentent un risque particulier : A tout moment, l'éleveur a le choix entre d'une part préserver son capital, et d'autre part améliorer son revenu à court terme par la vente d'animaux conduisant inévitablement à une décapitalisation.

Accumulation sous forme d'animaux et diversification des activités

Les activités d'élevage constituent pour un certain nombre de systèmes de production une activité complémentaire permettant une accumulation productive et donc conduisant à des chemins de sortie de pauvreté. Dans ces dynamiques, la valorisation des produits de l'élevage peut offrir un moyen d'améliorer la productivité des actifs, en développant par exemple le commerce du lait, des petits ruminants ou des porcs. Des travaux sont nécessaires pour mieux comprendre ces dynamiques, et notamment la réorganisation du ménage autour de ces nouvelles activités ou l'utilisation de main d'œuvre externe, les déterminants de l'accès au marché, ou les systèmes d'alimentation adaptées à ces nouvelles pratiques.

Intégration agriculture-élevage et augmentation de la productivité

L'intégration agriculture-élevage constitue une « technologie intermédiaire » qui conduit à des augmentations de productivité. C'est peut-être ce rôle de l'élevage dans la révolution agricole européenne qui est le plus présent dans la culture populaire de la « vache à lait ». Clairement, sur des terrains africains, les interactions entre élevage et agriculture offrent des potentiels importants de sortie de la pauvreté, en raison des gains de productivité attendus : traction animale, fumure, utilisation des résidus de récolte, etc. Les communications de E. Vall ou de V. Alary pourront donner un certain nombre d'éléments sur les perspectives à suivre dans ce domaine.

Capital élevage versus capital foncier

Le capital élevage possède un certain nombre d'avantages économiques par rapport au capital terre. Sa productivité est en général meilleure, il est plus accessible, et il est plus facilement cessible et divisible. Cependant, son exploitation est dépendante de l'accès aux ressources, alors même que la mobilité inhérente aux systèmes de pâturage conduit souvent les éleveurs à ne pas s'approprier la terre au sens romain du terme. Les éleveurs souffrent donc souvent des problèmes d'accès au foncier. En effet, dans beaucoup de pays, le pâturage n'est pas reconnu comme un système de mise en valeur donnant droit à la propriété foncière. Dans ce domaine, des recherches doivent être poursuivies pour mieux comprendre les dynamiques de marginalisation des éleveurs, la logique des pratiques foncières locales, et les modes de résolution des conflits d'usage. Dans ce domaine, la gestion collective des parcours semble présenter une alternative aux pratiques coutumières (contribution de C. Dutilly), tout comme les perspectives de redéfinition des normes et des réglementations foncières (contributions de H. Kamil ou A. Bourgeot).

Inversement, on comprend les avantages offerts par l'élevage périurbain, et en particulier des systèmes hors-sol dégagés de la contrainte foncière.

Conclusion

L'analyse de la littérature microéconomique et les réflexions sur le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté soulignent que l'élevage présente un certain nombre de caractères spécifiques : il constitue à la fois un capital et un produit, et, partant de là, joue un rôle central dans les dynamiques de sortie de la pauvreté. En raison la fragilité des animaux, l'élevage présente aussi des risques importants qui justifient un intérêt particulier pour les politiques de santé. Par les perspectives qu'il offre en terme de diversification et d'augmentation de la productivité agricole, il joue un rôle central dans la lutte contre la pauvreté. Enfin, l'élevage constitue une voie d'investissement alternative à l'accumulation foncière. Ceci explique d'une part les difficultés d'accès au foncier, et d'autre part la flexibilité importante des systèmes d'élevage issue des stratégies de mobilité.

Cependant, malgré ces spécificités, il ne semble pas que l'économie propose des outils uniquement réservés à l'analyse des dynamiques de l'élevage. Au contraire, l'étude de la littérature suggère que les concepts génériques proposés par l'économie de la pauvreté s'avèrent extrêmement utiles pour comprendre ces dynamiques. Parmi ces concepts, celui de « seuil » apparaît comme extrêmement pertinent, tout comme le « ciblage » devant permettre un appui à l'élaboration des politiques de pauvreté.

Pour autant, la microéconomie offre assez peu de réponses dans plusieurs domaines. En premier lieu, elle parle peu des processus d'innovation qui doivent conduire à l'augmentation de la productivité. Dans ce domaine, il semble bien que les études systèmes basée sur des approches pluridisciplinaires offrent des outils intéressants pour avancer dans la compréhension des dynamiques du développement.

La microéconomie est aussi très faible dans l'analyse des dynamiques sociales entourant la mise en place de « filets de sécurité » ou de « filets d'élévation » endogènes (tontines, réseaux de solidarité, stratégies de scission des troupeaux....voir à ce sujet la contribution de B. Faye). La littérature en terme de « capital social » ou « d'action collective » apporte sur ce thème des éclairages complémentaires. Dans le même ordre d'idée, les dynamiques sociales à l'œuvre dans l'élaboration des politiques nous paraissent représenter un enjeu important pour la recherche. Plusieurs auteurs soulignent en effet l'enjeu de réfléchir les voies d'implication des acteurs concernés dans l'émergence de politiques concertées (Janvry et Sadoulet, 2003 ; voir la contribution de Ch. LY).

Les mutations actuelles des marchés et des filières sont peu abordées par l'économie de la pauvreté, malgré l'importance cruciale accordée à l'augmentation de la demande en produits animaux et aux dynamiques d'intégration verticale dans les discours sur la « révolution de l'élevage ». Sur ce point, il convient d'apporter des éclairages nouveaux sur les dynamiques de filière pour lesquels l'économie institutionnelle et la sociologie économique apportent sans conteste des outils pertinents (voir la contribution de Ardit et celle de Duteurtre et Corniaux).

Bibliographie

Cling J.P., Razafindrakoto M., Roubaud F., 2002. « Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté et les droits humains », DIAL, unité de recherche CIPRE de l'IRD ; septembre 2002, 18 p.

Corten A., 1998. « Le discours de la pauvreté de la Banque Mondiale », *Langage et société* n° 85, sept. 1998, pp. 5-24

Delgado C., Rosegrant M., Steinfeld H., Ehui S., Courbois C., 1999. « Livestock to 2020. The next food revolution. » Washington DC, International Food Policy Research Institute, 17 p.

De Janvry A. and Sadoulet E., 2003. « Achieving Success in Rural Development : Toward Implementation of an Integral Approach », communication au GFAR (Global Forum for Agricultural Research, Dakar, 23 mai 2003.

Duteurtre, 1998. « Compétitivité prix et hors-prix sur le marché des produits laitiers d'Addis-Abeba, Ethiopie : La production fermière face à ses nouveaux concurrents », Thèse de doctorat en agro-économie, ENSAM, CIRAD-EMVT, ILRI, Montpellier, 353 p.

Faye B., 2001. « Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté », revue élev. Méd. Vét. Pays trop., 2001, 54 (3-4) 231-238

ILRI, 2002. « Livestock, a pathway out of poverty : ILRI's strategy to 2010 », International Livestock Research Institute, Nairobi, 24 p.

Lybbert T.J., Barrett C.B., Desta S. and Coppock D.L., 2002. « Stochastic Wealth Dynamics and Risk Management Among a Poor Population », Cornell University Working Paper.

Weber, 2002. « Risque et pauvreté : comment penser un monde sans assurance », *Risques*, n°51, sept. 2002, 4 p.